



12/02/2014

Communiqué de COMMUNISTES INDRE

Il faut continuer à développer les luttes, c'est la seule façon d'imposer un coup d'arrêt au patronat et au gouvernement.

Après l'initiative du 6 février qui a démontré de réelles possibilités d'engager la lutte, il faut maintenant la développer sans attendre. Sans quoi le département de l'Indre va connaître une nouvelle régression en matière d'emplois industriels, qui n'ira que crescendo.

Le 6 février les salariés de la métallurgie ont déposés leurs revendications auprès de la chambre patronale, qui portaient bien des inquiétudes. L'emploi industriel se détériore aux profits du capital, les salaires moyens se situent au 96ème rang, ils sont inférieurs de 16.4% à la moyenne nationale mais dans le même temps, l'impôt sur la fortune dans l'Indre se situe au 10ième rang. La crise, ce n'est pas le « coût du travail » qui en est la cause !

Plan de compétitivité, Plan social entreprise, peut importe le nom ; ce sont les salariés qui sont la variable d'ajustement pour le capital.

Andritz multinational entendrait supprimer sur le site de Châteauroux (entreprise de 167 salariés) une trentaine d'emplois selon les syndicats. L'Entreprise Françaises de Roue (F2R) dont le fournisseur de travail est à 80% Renault, serait sous le coup d'une cessation de paiement . Alors que le rachat par le groupe Indien Deltronix en 2010, avec les éloges des politiques devaient pérenniser le site et les emplois.

Toujours dans la métallurgie le groupe SOGEFI (Ex Mark IV) serait sous le coup de 13 licenciements, selon nos informations .

Dans l'agro alimentaire le groupe Barilla France (Ex Harrys) entreprise de près de 600 salariés, entend se restructurer sur un seul site à Châteauroux. Il vient selon les syndicats, d'annoncer une perte sèche de 80 départs en retraite non remplacés et l'arrêt du recrutement d'intérimaires (environ 135) d'ici 2018.

Le Medef (Gattaz) et le gouvernement d'annoncent ensemble la poursuite des sales coups contre les salariés. Le pacte dit de responsabilité aux entreprises, c'est la poursuite de la baisse du « coût du

travail » pour le capital, donc moins de redistribution aux salariés. Quelles qu'en soient les formes, c'est moins de contraintes pour les profits et l'activité des entreprises, soit plus de liberté et de déréglementation pour exploiter le travail.

Pour Communistes Indre il est urgent de mettre un coup d'arrêt à l'aggravation de la situation sociale, aux prétentions du Medef, et à ce Gouvernement qui tranche en faveur du capital contre l'emploi, le développement social et les salariés.

Il faut que les travailleurs se rassemblent, s'unissent, luttent dans l'action quotidienne, il y a urgence. Dans la suite du 6 février, avec une nouvelle journée d'action interprofessionnelle est annoncée le 18 mars, Communistes soutient cette action et appelle à en faire une grande journée.

www.sitecommunistes.org